

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carolle Perron, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Ambroise pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 16 décembre 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	40
Analyse des charges	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Ambroise,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Ambroise, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité de Saint-Ambroise n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Ambroise inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

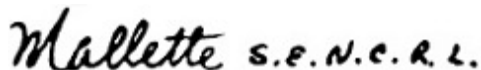
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1



Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Municipalité de Saint-Ambroise, le 16 décembre 2024

1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A106518

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	5 210 711	5 363 266	5 105 223
Compensations tenant lieu de taxes	2	147 062	152 811	144 392
Quotes-parts	3			
Transferts	4	583 085	3 559 960	675 940
Services rendus	5	276 959	315 341	271 977
Imposition de droits	6	147 990	142 760	317 283
Amendes et pénalités	7	10 902	20 045	7 757
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	52 547	133 876	88 464
Autres revenus	10	218 220	188 801	296 669
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 647 476	9 876 860	6 907 705
Charges				
Administration générale	14	1 109 178	1 174 975	1 022 403
Sécurité publique	15	992 786	971 319	859 753
Transport	16	1 496 549	1 763 366	1 690 920
Hygiène du milieu	17	1 585 563	1 528 080	1 494 324
Santé et bien-être	18	90 960	74 273	91 200
Aménagement, urbanisme et développement	19	362 719	308 841	385 574
Loisirs et culture	20	908 807	1 148 702	1 034 597
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	165 090	159 837	179 579
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 711 652	7 129 393	6 758 350
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(64 176)	2 747 467	149 355
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		18 321 882	18 172 527
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		18 321 882	18 172 527
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		21 069 349	18 321 882

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	958 365	2 398 394
Débiteurs (note 5)	2	4 804 354	1 451 821
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 762 719	3 850 215
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 526 115	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 011 375	1 124 823
Revenus reportés (note 11)	12	150 601	239 426
Dette à long terme (note 12)	13	5 631 400	6 566 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 319 491	7 930 449
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 556 772)	(4 080 234)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 259 710	22 034 376
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	197 428	195 189
Stocks de fournitures	20	132 224	123 632
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	36 759	48 919
	23	25 626 121	22 402 116
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	21 069 349	18 321 882
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	21 069 349	18 321 882
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	21 069 349	18 321 882

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(64 176)	2 747 467	149 355
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	4 282 793)	1 436 033)
Produit de cession	3		1 044	42 000
Amortissement	4	1 100 000	1 057 459	1 113 665
(Gain) perte sur cession	5		(1 044)	(353)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	1 100 000	(3 225 334)	(280 721)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(2 239)	
Variation des stocks de fournitures	10		(8 592)	(22 320)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		12 160	(19 970)
	13		1 329	(42 290)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 035 824	(476 538)	(173 656)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 885 045)	(3 711 389)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		(195 189)	(195 189)
Solde redressé	20		(4 080 234)	(3 906 578)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 556 772)	(4 080 234)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 747 467	149 355
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 057 459	1 113 665
Autres			
▪ Gain sur cession immobilisations	3.1	(1 044)	(19 805)
	4	3 803 882	1 243 215
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 352 533)	84 017
Autres actifs financiers	6		134 645
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	886 552	276 484
Revenus reportés	8	(88 825)	(5 849)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(2 239)	
Stocks de fournitures	11	(8 592)	(22 320)
Autres actifs non financiers	12	12 160	(19 970)
	13	1 250 405	1 690 222
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(4 282 793)	(1 436 033)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	1 044	42 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(4 281 749)	(1 394 033)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		19 452
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		19 452
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		709 400
Remboursement de la dette à long terme	25	(934 800)	(891 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 526 115	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	1 591 315	(181 900)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 440 029)	133 741
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 398 394	2 264 653
Solde déjà établi	32		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	33	2 398 394	2 264 653
Solde redressé	34	958 365	2 398 394
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ambroise est un organisme municipal constitué et régit en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

Constatation des revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire et des chèques en circulation.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds-Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable. (Voir réserve au rapport)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures diverses sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la formule de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

	Durées
Infrastructures	15 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 et 20 ans
Autre	1, 5, 10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des employés municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question :

☐ au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité de Saint-Ambroise évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public

À compter du présent exercice, la Municipalité de Saint-Ambroise a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité de Saint-Ambroise comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité de Saint-Ambroise qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées. Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité de Saint-Ambroise doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité de Saint-Ambroise car la Municipalité de Saint-Ambroise a choisi de ne pas appliquer les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Mise en application du chapitre SP 3450 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public

Au cours de l'exercice, la Municipalité de Saint-Ambroise a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Municipalité de Saint-Ambroise portent principalement sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 958 365	2 398 394
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 958 365	2 398 394
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 958 365	2 398 394
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 714 914	719 069
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	320 555	326 975
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 178 643	812 716
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 108 795	63 081
Organismes municipaux	13	118 959	118 659
Autres			
▪ Débiteurs divers et int. courus	14.1	77 402	130 390
	15	4 804 354	1 451 821
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	591 789	646 438
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	591 789	646 438
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		9 765
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 021 142	325 258
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 550 508	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	375 994	25 000
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	230 999	462 458
	27	3 178 643	812 716

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 4 810 460 \$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 1 % et renouvelable annuellement

L'emprunt bancaire ne comporte aucune garantie.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 023 220	929 915
Salaires et avantages sociaux	42	206 865	142 258
Dépôts et retenues de garantie	43	420 109	
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus et autres	45.1	43 892	52 650
▪ Organismes municipaux	45.2	317 289	
	46	2 011 375	1 124 823

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	46 142	39 186
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	77 276	68 895
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Transferts et subventions	60.1	27 183	131 345
	61	150 601	239 426

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	4,98	2029	2042	62	5 631 400	6 566 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	5 631 400	6 566 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	5 631 400	6 566 200

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		715 400			715 400
2025	74		574 400			574 400
2026	75		544 200			544 200
2027	76		505 500			505 500
2028	77		487 600			487 600
2029 et plus	78		2 804 300			2 804 300
	79		5 631 400			5 631 400
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		5 631 400			5 631 400

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	83 950
Autres régimes (REER et autres)	88	73 781
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	83 950
		73 781

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	7 140 454	19 012		7 159 466
Eaux usées	103	7 045 492	366 445		7 411 937
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	12 984 825			12 984 825
Autres					
▪	105.1	2 306 899	228 575		2 535 474
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	7 859 368	456 256		8 315 624
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 249 222	99 071	23 317	2 324 976
Ameublement et équipement de bureau	110	270 104			270 104
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 448 575	106 571		1 555 146
Terrains	112	263 512	1		263 513
Autres	113	547 558			547 558
	114	42 116 009	1 275 931	23 317	43 368 623
Immobilisations en cours	115	1 395 962	3 006 862		4 402 824
	116	43 511 971	4 282 793	23 317	47 771 447
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	3 321 251	178 711		3 499 962
Eaux usées	118	3 147 043	185 012		3 332 055
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	6 501 804	322 225		6 824 029
Autres					
▪	120.1	1 341 787	78 572		1 420 359
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	4 040 290	125 337		4 165 627
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 295 279	96 857	23 317	1 368 819
Ameublement et équipement de bureau	125	216 070	13 624		229 694
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 076 694	53 795		1 130 489
Autres	127	537 377	3 326		540 703
	128	21 477 595	1 057 459	23 317	22 511 737
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	22 034 376			25 259 710
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

Des acquisitions d'immobilisations corporelles d'un montant de 768 301 \$ (2022 - 368 550 \$) sont incluses dans les créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	197 428	195 189
Autres	135		
	136	197 428	195 189
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	197 428	195 189

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪	144.1	36 759	48 919
Autres			
▪	145.1		
	146	36 759	48 919

Note**19. Obligations contractuelles**

S/O

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

En vertu d'une résolution du conseil municipal, l'administration municipale se porte caution envers la MRC du Fjord du Saguenay à l'égard des devoirs et obligations de la Société ambroisienne de développement économique (SADE) dans le cadre du contrat d'aménagement forestier.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

La Municipalité a relevé un site sur son territoire qui présente un risque de contamination. Une firme externe a procédé à son évaluation.

En date du rapport, il est impossible de déterminer si la Municipalité aura une obligation de procéder à sa décontamination et, le cas échéant, à combien s'élèveraient les coûts de tels travaux. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité de Saint-Ambroise est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité de Saint-Ambroise sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités. L'exposition maximale de la Municipalité de Saint-Ambroise au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, le taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité de Saint-Ambroise évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité de Saint-Ambroise ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité de Saint-Ambroise croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Non en souffrance	4 522 555	1 275 032
En souffrance :		
moins de 30 jours		
de 30 à 60 jours		
plus de 60 jours	281 799	176 789
Moins la provision pour créance douteuses	0	0
	4 804 354	1 451 821

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité de Saint-Ambroise gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité de Saint-Ambroise établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	2 526 115				2 526 115
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financier	1 965 346				1 965 346
Intérêts courus à payer	46 029				46 029
Dettes	715 400	1 118 600	993 100	2 804 300	5 631 400
	5 252 890	1 118 600	993 100	2 804 300	10 168 890

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt					
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financier	1 072 363				1 072 363
Intérêts courus à payer	52 460				52 460
Dettes	736 300	1 331 900	1 092 800	3 405 200	6 566 200
	1 861 123	1 331 900	1 092 800	3 405 200	7 691 023

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité de Saint-Ambroise est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité de Saint-Ambroise est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité de Saint-Ambroise prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité de Saint-Ambroise est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023	Taux intérêts fixe	Taux intérêts variable	Total
Dettes long terme	5 631 400		5 631 400 \$
Emprunt temporaire		2 526 115	2 526 115 \$

31 décembre 2022	Taux intérêts fixe	Taux intérêts variable	Total
Dettes long terme	6 566 200		6 566 200 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 81 575 de dollars l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (65 662 de dollars en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. AUTRES ORGANISMES PÉRIMUNICPAUX ET SUPRAMUNICPAUXMunicipalité régionale de comté (MRC)

La Municipalité est membre de la MRC du Fjord-du-Saguenay, organisme régional composé de treize (13) municipalités. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Municipalité pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2023 s'élève à 975 357 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Municipalité s'élevait, au 31 décembre 2023, à 188 301 \$.

27. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 26 août 2024, la Municipalité a procédé à l'achat d'un camion incendie d'un montant de 1 241 016 \$. Le 7 octobre 2024, le conseil municipal a adopté le règlement d'emprunt 2024-08 pour un montant de 1 190 000 \$ relativement à l'achat du camion incendie remboursable sur une période de 25 ans et financé par une taxe spéciale.

28. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	5 210 711	5 363 266		5 363 266	5 105 223
Compensations tenant lieu de taxes	2	147 062	152 811		152 811	144 392
Quotes-parts	3					
Transferts	4	583 085	598 694		598 694	502 751
Services rendus	5	276 959	315 341		315 341	271 977
Imposition de droits	6	147 990	142 760		142 760	317 283
Amendes et pénalités	7	10 902	20 045		20 045	7 757
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	52 547	133 876		133 876	88 464
Autres revenus	10	218 220	188 801		188 801	296 669
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 647 476	6 915 594		6 915 594	6 734 516
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 961 266		2 961 266	173 189
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		2 961 266		2 961 266	173 189
	22	6 647 476	9 876 860		9 876 860	6 907 705
Charges						
Administration générale	23	1 063 002	1 130 584	44 391	1 174 975	1 022 403
Sécurité publique	24	935 746	916 485	54 834	971 319	859 753
Transport	25	1 053 245	1 337 207	426 159	1 763 366	1 690 920
Hygiène du milieu	26	1 197 849	1 155 360	372 720	1 528 080	1 494 324
Santé et bien-être	27	52 423	37 226	37 047	74 273	91 200
Aménagement, urbanisme et développement	28	349 342	295 981	12 860	308 841	385 574
Loisirs et culture	29	794 955	1 039 254	109 448	1 148 702	1 034 597
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	165 090	159 837		159 837	179 579
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 100 000	1 057 459	(1 057 459)		
	34	6 711 652	7 129 393		7 129 393	6 758 350
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(64 176)	2 747 467		2 747 467	149 355

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(64 176)	2 747 467	149 355
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(2 961 266)	(173 189)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(64 176)	(213 799)	(23 834)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 100 000	1 057 459	1 113 665
Produit de cession	5		1 044	42 000
(Gain) perte sur cession	6		(1 044)	(353)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 100 000	1 057 459	1 155 312
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			134 645
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			134 645
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			19 452
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			(19 452)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	712 460)	(867 643)	(813 815)
	18	(712 460)	(867 643)	(813 815)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	356 004)	(108 130)	(438 645)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		100 100	9 912
Réserves financières et fonds réservés	22	32 640	113 698	25 123
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(323 364)	105 668	(403 610)
	26	64 176	295 484	72 532
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		81 685	48 698

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 961 266	173 189
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(25 812)	(358 157)
Sécurité publique	3	()	(53 252)
Transport	4	(135 951)	(161 953)
Hygiène du milieu	5	(3 854 442)	(611 482)
Santé et bien-être	6	(80 564)	(27 526)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(21 001)	(92 077)
Loisirs et culture	8	(165 023)	(131 586)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(4 282 793)	(1 436 033)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	(2 239)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	(12 508)	666 763
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	108 130	438 645
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	86 888	341 635
Réserves financières et fonds réservés	18	(109 543)	
	19	85 475	780 280
	20	(4 212 065)	11 010
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 250 799)	184 199

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 983 977	2 059 555	1 672 252
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	445 943	467 216	418 814
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 845 159	2 213 167	2 434 218
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	162 818	158 562	177 200
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 272	1 275	2 379
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	913 074	975 988	749 700
Transferts	15			
Autres	16	88 109	65 100	54 096
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	87 900	110 419	97 804
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 100 000	1 057 459	1 113 665
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1	82 400	20 652	38 222
	22	6 711 652	7 129 393	6 758 350

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	307 736	399 456
Excédent de fonctionnement affecté	2	236 012	249 595
Réserves financières et fonds réservés	3	714 914	719 069
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(52 000)(	102 400)
Financement des investissements en cours	5	(606 840)	643 959
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	20 469 527	16 412 203
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	21 069 349	18 321 882
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	307 736	399 456
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	307 736	399 456
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aide financière COVID	12.1	1 853	1 853
▪ Développement domiciliaire	12.2	145 500	145 500
▪ SADE	12.3	40 000	40 000
▪ Résiduel pour affectations 2021 à 2022	12.4	35 995	62 242
▪ Résiduel pour affectations 2022 à 2023	12.5	12 664	
	13	236 012	249 595
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	236 012	249 595

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	400 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	400 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	196 179
Organismes contrôlés et partenariats	24	235 134
Montant non réservé		
Administration municipale	25	580
Organismes contrôlés et partenariats	26	580
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	14 000
Autres		
▪ Vidange des bassins	30.1	104 155
▪ Transfert réserves	30.2	76 355
	31	714 914
	32	719 069
	714 914	719 069

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪ Dette à long terme - Déficit	57 ()(
	52 000	102 400
	52 000	102 400
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(
	52 000	102 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 513 611	643 959
Investissements à financer	66 (1 120 451)()	
	67 (606 840)	643 959
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 25 259 710	22 034 376
Propriétés destinées à la revente	69 197 428	195 189
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 25 457 138	22 229 565
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 25 457 138	22 229 565
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (5 631 400)(6 566 200)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 () ()	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 591 789	646 438
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 52 000	102 400
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (4 987 611)(5 817 362)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () ()	
	83 (4 987 611)(5 817 362)	
	84 20 469 527	16 412 203

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime offert à l'ensemble des employés et des cadres. Les employés cotisent à raison de 5 % de leur salaire régulier et les cadres, 7 %. L'employeur verse un montant équivalent à la cotisation de l'employé.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	73 781
	110	73 781

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	

Description du régime

	2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	
	121	

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 300 257	3 401 583	3 245 977
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	408 225	421 658	397 842
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	190 101	210 744	203 783
Activités de fonctionnement	8	26 684	27 802	27 115
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 925 267	4 061 787	3 874 717
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	469 306	488 998	468 456
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	33 180	36 957	32 920
Matières résiduelles	15	714 029	709 021	667 710
Autres				
▪	16.1	43 337	43 022	37 034
Centres d'urgence 9-1-1	17	25 592	23 481	24 386
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 285 444	1 301 479	1 230 506
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 285 444	1 301 479	1 230 506
	27	5 210 711	5 363 266	5 105 223

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	44 601	44 508	43 830
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	4 841	4 841	4 841
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	89 155	83 740	87 407
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	138 597	133 089	136 078
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	716	11 493	716
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	716	11 493	716
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43	7 749	8 229	7 598
Autres	44			
	45	7 749	8 229	7 598
	46	147 062	152 811	144 392

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		4 915	900
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	35 676	12 577	14 593
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	262 893	227 223	261 687
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55		33 056	28 341
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	17 644	11 540	13 818
Traitement des eaux usées	64		15 000	
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77	832	899
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		6 279
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81	26 674	307
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83		
Réseau d'électricité	84		
	85	316 213	331 817
		331 817	326 824

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		90 000
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93	60 149	40 552
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	1 400 348	21 318
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104	1 388 808	21 319
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112	111 961	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	2 961 266	173 189

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126	203 622	203 627	125 732
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	63 250	63 250	50 195
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	266 872	266 877	175 927
TOTAL DES TRANSFERTS	136	583 085	3 559 960	675 940

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	16 500	10 649	9 317
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	16 500	10 649	9 317
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	152			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	153			
Traitement des eaux usées				
	154			
Réseaux d'égout				
	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport				
	157			
Tri et conditionnement				
	158			
Autres				
	159			
Autres				
	160			
Cours d'eau				
	161			
Protection de l'environnement				
	162			
Autres				
	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	16 500	10 649
			9 317

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179	200	26	62
Évaluation	180			
Autres	181	6 740	4 891	5 466
	182	6 940	4 917	5 528
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191	1 500	1 650	1 485
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	1 500	1 650	1 485
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	197	26 400	23 665	31 413
Réseau de distribution de l'eau potable				
	198			
Traitement des eaux usées				
	199	2 000	2 456	2 163
Réseaux d'égout				
	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	201			
Matières recyclables				
	202			
Autres				
	203			
Cours d'eau				
	204			
Protection de l'environnement				
	205			
Autres				
	206			
	207	28 400	26 121	33 576

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208	9 685	2 421	9 281
Sécurité du revenu	209	16 455	17 060	16 230
Autres	210	50 008	49 844	49 027
	211	76 148	69 325	74 538
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	3 539	3 778	3 594
Rénovation urbaine	213	21 286	19 554	18 518
Promotion et développement économique	214			
Autres	215	6 846	6 894	6 508
	216	31 671	30 226	28 620
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	77 275	83 849	52 623
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	1 000	1 770	1 411
Autres	219	37 525	86 834	64 879
	220	115 800	172 453	118 913
Réseau d'électricité	221			
	222	260 459	304 692	262 660
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	276 959	315 341	271 977

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	27 990	29 197	28 950
Droits de mutation immobilière	225	120 000	113 563	288 333
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	147 990	142 760	317 283
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	10 902	20 045	7 757
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	52 547	133 876	88 464
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		1 044	353
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	200 000	152 756	254 045
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			19 452
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	18 220	35 001	22 819
	242	218 220	188 801	296 669
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	117 192	95 210	980	96 190	95 772
Greffe et application de la loi	2	31 250	37 798		37 798	21 678
Gestion financière et administrative	3	737 163	767 019	32 215	799 234	744 243
Évaluation	4	124 186	124 186		124 186	104 153
Gestion du personnel	5	38 454	112 397		112 397	10 805
Autres						
▪ Réclam. Dommage et intérêts	6.1	14 757	3 123	11 196	14 319	45 752
▪ Électricité	6.2		614		614	
▪ Créance douteuse	6.3		(9 763)		(9 763)	
	7	1 063 002	1 130 584	44 391	1 174 975	1 022 403
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	433 817	431 706		431 706	413 545
Sécurité incendie	9	414 661	399 627	50 387	450 014	359 955
Sécurité civile	10	17 400	8 811	4 447	13 258	20 193
Autres	11	69 868	76 341		76 341	66 060
	12	935 746	916 485	54 834	971 319	859 753
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	396 537	639 644	367 444	1 007 088	844 027
Enlèvement de la neige	14	522 653	562 457	46 998	609 455	707 985
Éclairage des rues	15	49 000	39 022	11 074	50 096	54 679
Circulation et stationnement	16	825	2 501	643	3 144	1 275
Transport collectif						
Transport en commun	17	84 230	93 583		93 583	82 954
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	1 053 245	1 337 207	426 159	1 763 366	1 690 920

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	102 206	93 685	44 426	138 111	134 100
Réseau de distribution de l'eau potable	23	164 525	116 857	137 000	253 857	303 961
Traitement des eaux usées	24	103 891	84 299	55 062	139 361	126 289
Réseaux d'égout	25	81 423	67 381	133 386	200 767	223 856
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	223 333	214 307		214 307	199 430
Élimination	27	228 447	191 728		191 728	203 512
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	188 671	183 790		183 790	140 803
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30					
Traitement	31					
Matériaux secs	32	103 653	168 755		168 755	125 483
Autres	33					
Plan de gestion	34					
Autres	35	1 700	34 558	2 846	37 404	36 890
Cours d'eau	36					
Protection de l'environnement	37					
Autres	38					
	39	1 197 849	1 155 360	372 720	1 528 080	1 494 324
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	23 627	17 776		17 776	23 308
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	28 796	19 450	37 047	56 497	67 892
	43	52 423	37 226	37 047	74 273	91 200

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	185 809	171 189	11 182	182 371	172 897
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	138 384	112 037	1 678	113 715	52 243
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50	25 149	12 755		12 755	160 434
	51	349 342	295 981	12 860	308 841	385 574
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	219 268	319 753	16 946	336 699	267 602
Patinoires intérieures et extérieures	53	331 759	467 867	39 290	507 157	439 304
Piscines, plages et ports de plaisance	54					
Parcs et terrains de jeux	55	103 770	109 303	34 750	144 053	160 799
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57					
Autres	58	60 100	48 166		48 166	58 040
	59	714 897	945 089	90 986	1 036 075	925 745
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	80 058	94 165	18 462	112 627	108 852
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64					
	65	80 058	94 165	18 462	112 627	108 852
	66	794 955	1 039 254	109 448	1 148 702	1 034 597

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	157 818	145 136		145 136	162 980
	Autres frais	69	5 000	13 426		13 426	14 220
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	2 272	1 275		1 275	2 379
		72	165 090	159 837		159 837	179 579
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 100 000	1 057 459 (	1 057 459)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 112 462	173
Usines de traitement de l'eau potable	2	19 012	173
Usines et bassins d'épuration	3	70 092	
Conduites d'égout	4	2 190 753	362 313
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		45 993
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	104 564	
Autres infrastructures	11	124 010	329 216
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	456 256	325 118
Édifices communautaires et récréatifs	14		27 526
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	99 071	122 413
Ameublement et équipement de bureau	18		34 882
Machinerie, outillage et équipement divers	19	106 572	188 226
Terrains	20	1	
Autres	21		
	22	4 282 793	1 436 033

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		173
Usines de traitement de l'eau potable	2	19 012	173
Usines et bassins d'épuration	3	70 092	
Conduites d'égout	4	296 353	362 313
Autres infrastructures	5		40 553
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	1 112 462	
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	1 894 400	
Autres infrastructures	10	228 574	334 656
Autres immobilisations corporelles	11	661 900	698 165
	12	4 282 793	1 436 033

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	235 134	38 956	196 178
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 202 554	177 792	1 024 762
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 482 074	663 403	3 818 671
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	5 919 762	880 151	5 039 611
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	646 438	54 649	591 789
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	646 438	54 649	591 789
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15	646 438	54 649	591 789
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	646 438	54 649	591 789
	19	6 566 200	934 800	5 631 400
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	6 566 200	934 800	5 631 400

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	5 631 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 120 451
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	196 178
Débiteurs	8	591 789
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	513 611
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 450 273
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	5 450 273
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	188 301
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	5 638 574
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 638 574
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	124 186	124 186	104 153
Autres	3	3 000	2 630	2 683
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	20 805	20 806	21 422
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	737 044	782 550	569 008
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16		17 776	23 308
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 168	18 168	19 032
Autres	21	9 871	9 872	10 094
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	913 074	975 988	749 700

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 282 793	1 436 033
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 282 793	1 436 033

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	11 467,00	582 748	127 711	710 459
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,00	35,00	8 957,00	244 635	40 365	285 000
Cols bleus	4	11,00	40,00	21 489,50	942 831	260 642	1 203 473
Policiers	5	36,00	3,00	3 037,00	212 704	33 603	246 307
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	64,00		44 950,50	1 982 918	462 321	2 445 239
Élus	9	7,00			76 637	4 895	81 532
	10	71,00			2 059 555	467 216	2 526 771

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	11 541	424 369	964 438		1 400 348
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		424 369	964 439		1 388 808
Autres	6	587 153	183 651			770 804
	7	598 694	1 032 389	1 928 877		3 559 960

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	32 900	6 572
	4	32 900	6 572
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 234	2 100
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 234	2 100
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	52 479	67 865
Enlèvement de la neige	11	3 213	3 679
Autres	12	638	1 164
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	56 330	72 708
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	492	578
Réseau de distribution de l'eau potable	17	29 022	41 560
Traitement des eaux usées	18	3 704	4 885
Réseaux d'égout	19	22 354	34 492
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	55 572	81 515
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 726	5 027
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 726	5 027
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	10 838	11 314
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	237	343
	39	11 075	11 657
Réseau d'électricité			
	40		
	41	159 837	179 579

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	1.1 Maire	17 841	7 980		
	1.2 Conseiller	5 809	2 660		
	1.3 Conseiller	5 809	2 660		
	1.4 Conseiller	5 809	2 660		
	1.5 Conseiller	5 809	2 660		
	1.6 Conseiller	5 809	2 661		
	1.7 Conseiller	5 809	2 661		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 400 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 8 381 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 \$

Ligne 9 : Autres charges 11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 \$

Ligne 24 : Libres 20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ 17 526 \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 590 316 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 202 004 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 198 877 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 45 365 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 7 457 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 49 253 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

- Systèmes de drainage

51 77 150 \$

- Abords de routes

52 50 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 179 275 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 378 152 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-11-314

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-11-04

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2020-04-104
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-04-06
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 299
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la greffière-trésorière de la Municipalité de Saint-Ambroise

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Ambroise (Municipalité) de l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Malette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Municipalité de Saint-Ambroise, le 16 décembre 2024
1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A106518

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 363 266
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2023 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	191 735
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	23 481
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	5 148 050

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2023 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	367 952 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2023 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	370 633 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	369 293 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2023 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,3940 / 100 \$
--	-----------	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-12-16

Nom du signataire : Carolle Perron

Fonction du signataire : Directrice générale

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-12-17 14:19

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 647 476	6 915 594	6 734 516
Investissement	2		2 961 266	173 189
	3	6 647 476	9 876 860	6 907 705
Charges	4	6 711 652	7 129 393	6 758 350
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(64 176)	2 747 467	149 355
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(2 961 266)	(173 189)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(64 176)	(213 799)	(23 834)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 100 000	1 057 459	1 113 665
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	712 460)	867 643)	813 815)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	356 004)	108 130)	438 645)
Excédent (déficit) accumulé	12	32 640	213 798	35 035
Autres éléments de conciliation	13			176 292
	14	64 176	295 484	72 532
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		81 685	48 698

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	958 365	2 398 394
Débiteurs	2	4 804 354	1 451 821
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	5 762 719	3 850 215
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	5 631 400	6 566 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 688 091	1 364 249
	10	10 319 491	7 930 449
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(4 556 772)	(4 080 234)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	25 259 710	22 034 376
Autres	13	366 411	367 740
	14	25 626 121	22 402 116
Excédent (déficit) accumulé	15	21 069 349	18 321 882

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	307 736	399 456
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Aide financière COVID	2.1	1 853	1 853
▪ Développement domiciliaire	2.2	145 500	145 500
▪ SADE	2.3	40 000	40 000
▪ Résiduel pour affectations 2021 à 2022	2.4	35 995	62 242
▪ Résiduel pour affectations 2022 à 2023	2.5	12 664	
	3	236 012	249 595
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	400 000	400 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	196 759	235 714
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	14 000	7 000
Autres			
▪ Vidange des bassins	10.1	104 155	76 355
▪ Transfert réserves	10.2		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(52 000)	(102 400)
Financement des investissements en cours	12	(606 840)	643 959
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	20 469 527	16 412 203
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	21 069 349	18 321 882

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 450 273
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	5 638 574

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	196 178	235 134
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 818 671	4 482 074
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 024 762	1 202 554
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	591 789	646 438
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	5 631 400	6 566 200

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 210 711	5 363 266	5 105 223
Compensations tenant lieu de taxes	13	147 062	152 811	144 392
Quotes-parts	14			
Transferts	15	583 085	598 694	502 751
Services rendus	16	276 959	315 341	271 977
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	158 892	162 805	325 040
Autres	18	270 767	322 677	385 133
	19	6 647 476	6 915 594	6 734 516
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		2 961 266	173 189
Autres	23			
	24		2 961 266	173 189
	25	6 647 476	9 876 860	6 907 705

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	1 063 002	1 130 584	44 391		1 174 975	1 022 403
Sécurité publique							
Police	2	433 817	431 706			431 706	413 545
Sécurité incendie	3	414 661	399 627	50 387		450 014	359 955
Autres	4	87 268	85 152	4 447		89 599	86 253
Transport							
Réseau routier	5	969 015	1 243 624	426 159		1 669 783	1 607 966
Transport collectif	6	84 230	93 583			93 583	82 954
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	452 045	362 222	369 874		732 096	788 206
Matières résiduelles	9	745 804	793 138	2 846		795 984	706 118
Autres	10						
Santé et bien-être	11	52 423	37 226	37 047		74 273	91 200
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	185 809	171 189	11 182		182 371	172 897
Promotion et développement économique	13	138 384	112 037	1 678		113 715	52 243
Autres	14	25 149	12 755			12 755	160 434
Loisirs et culture	15	794 955	1 039 254	109 448		1 148 702	1 034 597
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	165 090	159 837			159 837	179 579
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 611 652	6 071 934	1 057 459		7 129 393	6 758 350
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 100 000	1 057 459 (	1 057 459)			
	21	6 711 652	7 129 393			7 129 393	6 758 350

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 961 266	173 189
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 282 793)(	1 436 033)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	2 239)()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	(12 508)	666 763
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	108 130	438 645
Excédent accumulé	6	(22 655)	341 635
	7	(4 212 065)	11 010
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 250 799)	184 199

Extrait du rapport financier, page S14